

ACTION URGENTE

YÉMEN. LIBÉRATION DE QUATRE JOURNALISTES CONDAMNÉS À MORT

Le 16 avril 2023, dans le cadre d'un échange de prisonniers avec le gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale, les autorités houthies *de facto* ont libéré quatre journalistes yéménites qui avaient été condamnés à mort. Akram al Walidi, Abdelkhaleq Amran, Hareth Hamid et Tawfiq al Mansouri avaient été arrêtés en juin 2015 à Sanaa, la capitale du Yémen, et condamnés à mort en avril 2020 par le Tribunal pénal spécial siégeant à Sanaa, à l'issue d'un procès manifestement inique. Ils ont aussi été victimes de multiples violations de leurs droits humains, telles qu'une disparition forcée, des périodes de détention au secret, de la détention arbitraire, une privation de soins médicaux, de la détention à l'isolement et des actes de torture et autres mauvais traitements.

**AUCUNE ACTION COMPLÉMENTAIRE N'EST REQUISE. UN GRAND MERCI À TOUTES
LES PERSONNES QUI ONT ENVOYÉ DES APPELS.**

Les journalistes yéménites **Akram al Walidi, Abdelkhaleq Amran, Hareth Hamid et Tawfiq al Mansouri** ont été libérés dans le cadre d'un échange de prisonniers le 16 avril 2023, après plus de sept ans de détention aux mains des autorités houthies *de facto*.

Les quatre journalistes avaient été arrêtés le 9 juin 2015, à la suite d'une descente des forces houthies *de facto* dans l'hôtel Qasr al Ahlam, à Sanaa. Détenus sans inculpation jusqu'en décembre 2018, ils ont ensuite été inculpés d'une série d'infractions, notamment d'« espionnage pour le compte de l'Arabie saoudite » (infraction passible de la peine de mort) et de « diffusion de rumeurs, de fausses nouvelles et de déclarations en faveur de l'ennemi saoudien et de ses alliés contre la République du Yémen ».

Le 11 avril 2020, ils ont été condamnés à mort par le Tribunal pénal spécial siégeant à Sanaa, à l'issue d'un procès manifestement inéquitable ; leur avocat a été exclu de la quasi-totalité des audiences, et ni lui ni les familles n'ont été informés de la peine prononcée. L'avocat des journalistes a fait appel du verdict, mais la chambre d'appel du Tribunal pénal spécial siégeant à Sanaa a reporté l'audience d'examen de leur recours à 10 reprises au moins. En juillet et en septembre 2022, Tawfiq al Mansouri s'est vu refuser des soins médicaux d'urgence en dépit de son état de santé critique.

Pendant leurs presque huit ans de détention, les quatre journalistes ont été soumis à de terribles violations des droits humains, notamment une disparition forcée, des périodes de détention au secret, quatre années de détention arbitraire, la privation de soins médicaux, de la détention à l'isolement et des actes de torture et autres mauvais traitements.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : Akram al Walidi (il), Abdelkhaleq Amran (il), Hareth Hamid (il) et Tawfiq al Mansouri (il)

CECI EST LA HUITIÈME ET DERNIÈRE MISE À JOUR DE L'AU 27/16.

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde31/5895/2022/fr>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

